

**Des voix:** Très bien!

**M. Van Horne:** Dans toute l'histoire du Canada, c'est le seul gouvernement qui a écouté ce que nous avions à dire et qui a reconnu nos problèmes, pour ensuite agir en conséquence. Mais, dans d'autres domaines, malheureusement, le gouvernement n'a pas appliqué ses programmes assez rapidement pour obtenir des résultats qui comptent et n'a même pas pris les moyens radicaux nécessaires pour créer des conditions qui contribueraient à éliminer tout chômage, faisant ainsi disparaître la souffrance et les difficultés qui sont le lourd fardeau de nos concitoyens.

A maintes reprises j'ai déjà abordé d'autres problèmes; toutefois, pour ne m'en tenir aujourd'hui qu'au commerce, je demande et même j'exige une politique plus agressive et plus efficace en matière de commerce extérieur. Ne nous leurrions pas, nous vivons à une époque où l'offensive commerciale soviétique non seulement nous enlève nos marchés, et cela avec beaucoup de succès, mais s'intensifie et ira s'intensifiant sans cesse avec le temps.

Nous devons prendre des mesures pour triompher de cette concurrence et, à cette fin, remplir trois conditions essentielles comportant un changement dans l'attitude des anciens gouvernements fédéraux et cela s'applique à tous les gouvernements. D'abord, il nous faut vendre. Je suis toujours d'avis que le Canada a surtout besoin d'un bataillon d'agents dynamiques, de bons commerçants, de maquignons si l'on veut, qui fassent accepter le Canada et ses produits à tous les pays les uns après les autres et à tous les acheteurs éventuels. Ces agents devraient être formés à la vente, à la façon de vendre et ils devraient savoir ce qu'il y a lieu d'offrir en vente, car bien des pays ignorent simplement ce que nous avons. Nous avons manqué notre coup à l'exposition mondiale.

Nous devons adopter des mesures qui nous permettront de vendre, ce qui entraînera entre autres choses, une révision complète de nos méthodes financières nous permettant d'accepter des devises faibles ou toute devise qui a de la valeur. Refuser d'accepter la livre sterling, c'est du pur snobisme national. Autrement dit, nous devons adopter les méthodes qui nous feront vendre. Le président Eisenhower a souligné notre problème en cette Chambre l'autre jour en donnant tant de relief à la bataille engagée entre l'Occident et l'Union soviétique pour le commerce mondial, peut-être le plus important problème qui se pose aujourd'hui aux pays occidentaux. J'estime que c'est le problème le plus important, comme j'estime que le

[M. Van Horne.]

Canada ne fait pas toute sa part dans cette lutte.

La Russie peut nous vaincre par les armes ou nous réduire à la famine en isolant nos marchés pour s'en emparer, mais les conséquences reviendraient au même. Nous devons décider que nous réussirons et ne reculer devant aucun des moyens honnêtes à notre disposition. De sorte que le troc et tout ce que ce terme comporte,—les devises, quelles qu'elles soient, le crédit, sous quelque forme acceptable que ce soit,—doit prendre place dans notre politique commerciale, et le temps joue contre nous. Nous avons perdu notre élan et prenons du retard.

Quant au troisième aspect de la question, n'oublions pas que, quel que soit le besoin d'agents et si nécessaire soit-il de modifier notre régime monétaire, le produit ne peut mentir. J'ai souvent entendu affirmer en Angleterre que le bois russe est supérieur au bois canadien. Nous nous servons ici de scieries mobiles, avec lesquelles il est presque impossible de maintenir des dimensions exactes, tandis que les scieries russes sont fixes, solidement ancrées et montées de façon à supprimer, pour ainsi dire, toute variation de dimension. En Angleterre, on construit les maisons avec du bois brut et, à moins de garder rigoureusement la même largeur, il est difficile de poser des couvertures de plancher, par exemple, sur le bois.

La nécessité d'un meilleur produit canadien,—et cela s'applique à tous les produits ouverts,—est de première importance, si nous voulons reconquérir nos marchés et en créer de nouveaux. C'est une des raisons pour lesquelles j'apprécie beaucoup les mesures que le gouvernement prend pour établir un organisme qui aura pour mission d'aider la petite industrie. Cet organisme qu'on se propose d'établir, du moins ainsi que je le conçois, ne va évidemment pas assez loin. J'espère qu'on en étendra la portée de manière à comprendre l'aide financière, la perfection des produits et la technique de la vente. Nous avons une tâche de vendeur à accomplir. Nous ne l'avons pas accomplie par le passé. Travaillons ferme et mettons-nous à l'œuvre dès maintenant.

**M. Caron:** Le ministre voudrait-il dire à la Chambre quelles mesures on prend pour améliorer les relations commerciales avec les pays de l'hémisphère occidental?

**L'hon. M. Churchill:** Monsieur le président, cette division poursuit sans cesse cette activité. Par l'intermédiaire de nos délégués commerciaux et grâce à des entretiens entre les hauts fonctionnaires de mon ministère et des représentants de gouvernements étrangers, nous nous tenons constamment au courant de la situation pour ce qui est des relations